

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 223.927 du 17 juin 2013

G./A.204.626/VI-19.569

En cause : **la société anonyme AXIMA CONTRACTING,**

ayant élu domicile chez
Mes Patrick THIEL et
Christophe DUBOIS, avocats,
chaussée de la Hulpe, n° 178,
1170 Bruxelles,

contre :

le centre hospitalier Valida,

ayant élu domicile chez
Me Jean BOURTEMBOURG, avocat,
rue de Suisse, n° 24,
1060 Bruxelles.

LE PRESIDENT DE LA VI^e CHAMBRE,

I. OBJET DE LA REQUETE

Par une requête introduite le 8 juin 2012, la société anonyme AXIMA CONTRACTING demande l'annulation de :

- " la décision prise le 5 avril 2012 [...] du Centre hospitalier VALIDA,
 - d'une part, de retirer une précédente décision du 9 novembre 2011 – décision non communiquée à AXIMA – par laquelle elle attribuait à AXIMA un marché de travaux ayant pour objet l'exécution de travaux de réaménagement des unités de soins du Centre Hospitalier Valida [...];
 - d'autre part, d'attribuer ledit marché de travaux à la Société CLOSE pour un montant de 1.783.749,91 euros HTVA".

II. PROCEDURE DEVANT LE CONSEIL D'ETAT

Un arrêt n° 219.341 du 14 mai 2012 a accueilli la requête en intervention introduite par la société CLOSE dans la procédure en référé d'extrême urgence et a suspendu l'exécution des décisions attaquées.

Les mémoires en réponse et en réplique ont été régulièrement échangés.

M^{me} l'Auditeur au Conseil d'Etat, Elisabeth WILLEMART, a rédigé un rapport sur la base de l'article 93 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.

Une ordonnance du 9 avril 2013 convoque les parties à comparaître le 16 mai 2013 à 10 heures 30.

Le rapport et l'ordonnance ont été notifiés aux parties.

M^{me} le Président de chambre, Odile DAURMONT, a exposé son rapport.

Me Christophe DUBOIS, avocat, comparaissant pour la partie requérante et Me Cyrille DONY, loco Me Jean BOURTEMBOURG, avocat, comparaissant pour la partie adverse, ont présenté leurs observations.

M^{me} l'Auditeur, Elisabeth WILLEMART, a été entendue en son avis conforme.

Il est fait application du titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

III. LES FAITS

III. 1. Dans le cadre de la restructuration du site de l'ancien Hôpital Français, la partie adverse lance plusieurs marchés publics, dont un marché portant sur les techniques H.V.A.C. ("Heating, Ventilation & Air-Conditionning"). Le mode de passation choisi est l'adjudication publique. Six offres sont déposées.

III. 2. Le 9 novembre 2011, la partie adverse adopte une première décision, par laquelle elle attribue le marché public litigieux à la société anonyme AXIMA CONTRACTING.

Le 6 décembre 2011, cette décision fait l'objet d'un recours en référé, intenté par la société anonyme CLOSE, auprès du président du tribunal de première instance de Bruxelles.

Par une ordonnance du 21 mars 2012, le président du tribunal de première instance de Bruxelles suspend la décision d'attribution du 9 novembre 2011.

Le 23 janvier 2012, la même décision fait l'objet d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat, introduit par la société anonyme ENERGYS. Le recours est inscrit sous le n° G./A.203.396/VI-19.464.

III. 3. Le 5 avril 2012, la partie adverse décide de retirer la décision du 9 novembre 2011 attribuant le marché public litigieux à la société AXIMA CONTRACTING et d'attribuer ledit marché à la société CLOSE.

Par un arrêt n° 219.341 du 14 mai 2012, le Conseil d'Etat suspend l'exécution des décisions du 5 avril 2012, d'une part, de retirer la décision du 9 novembre 2011 attribuant le marché public litigieux à la société AXIMA CONTRACTING et, d'autre part, d'attribuer le même marché public à la société CLOSE.

Dans le cadre de la même procédure, un recours en annulation est introduit le 8 juin 2012. Il s'agit du présent recours.

III. 4. Le 30 mai 2012, la partie adverse décide de retirer "la décision du 5 avril 2012 retirant la décision d'attribution du 9 novembre 2011 et attribuant le marché [...] à la société [...] CLOSE" et d'attribuer à nouveau le marché à la société CLOSE.

Le 15 juin 2012, cette décision fait l'objet d'un recours en suspension d'extrême urgence, introduit par la société AXIMA CONTRACTING. Le recours est inscrit sous le n° 205.224/VI-19.611.

Par un arrêt n° 220.166 du 3 juillet 2012, le Conseil d'Etat suspend l'exécution de la décision du 30 mai 2012 d'attribuer le marché public litigieux à la société CLOSE.

Dans le cadre de la même procédure, la société AXIMA CONTRACTING introduit le 26 juillet 2012 un recours en annulation contre la décision du 30 mai 2012 attribuant le marché litigieux à la société CLOSE.

Le 30 juillet 2012, la même décision fait l'objet d'un recours en annulation, introduit par la société ENERGYS. Le recours est inscrit sous le n° G./A.205.816/VI-19.652.

III. 5. Le 11 juillet 2012, la partie adverse retire "la décision du 30 mai 2012 retirant la décision d'attribution du 5 avril 2012 et attribuant le marché [...] à la

société [...] CLOSE" et attribue le marché à la société AXIMA CONTRACTING. Cette décision est adressée aux soumissionnaires par des courriers recommandés et des télécopies du 12 juillet 2012.

IV. DECISION DU CONSEIL D'ETAT

Par une décision du 11 juillet 2012, la partie adverse a attribué le marché public litigieux à la partie requérante. Cette décision a été notifiée aux différents soumissionnaires par des courriers recommandés et des télécopies du 12 juillet 2012. Ces actes de notification mentionnent les voies de recours ainsi que leurs formes et délais à respecter. Aucun recours n'a été introduit dans le délai prescrit contre la décision du 11 juillet 2012. Il s'ensuit que l'attribution du marché public litigieux à la partie requérante décidée le 11 juillet 2012 est devenue définitive. Sans qu'il soit besoin de s'interroger sur les effets des retraits en cascade décidés par la partie adverse, il suffit de constater que la partie requérante ne justifie plus d'un intérêt au présent recours puisque, par la décision du 11 juillet 2012, devenue définitive, la partie adverse lui a attribué le marché public litigieux.

Par conséquent, il y a lieu de lever la suspension ordonnée par l'arrêt n° 219.341 du 14 mai 2012.

En raison des circonstances de la cause, il y a lieu de mettre les dépens à la charge de la partie adverse.

PAR CES MOTIFS, D E C I D E :

Article 1^{er}.

La requête est rejetée.

Article 2.

La suspension ordonnée par l'arrêt n° 219.341 du 14 mai 2012 est levée.

Article 3.

Les dépens, liquidés à la somme de 475 euros, sont mis à la charge de la partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VI^e chambre, le dix-sept juin deux mille treize par :

M^{me} Odile DAURMONT, Président de chambre,
M. Vincent DURIEUX, Greffier.

Le Greffier,

Le Président,

Vincent DURIEUX.

Odile DAURMONT.